

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2018

incluant

- Rapport semestriel d'activité 2018
- Etats financiers consolidés condensés au 30 juin 2018
- Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2018
- Déclaration de la personne responsable du Rapport financier semestriel 2018



GROUPE GORGÉ SA

19 RUE DU QUATRE SEPTEMBRE

75002 PARIS

www.groupe-gorge.com

Extrait du communiqué de presse diffusé le 14 septembre 2018

Groupe Gorgé : amélioration de la rentabilité de l'activité au 1er semestre 2018

- Chiffre d'affaires en hausse de 4,1% au 1er semestre 2018
- Nette amélioration de l'EBITDA (+69,4%) et de la trésorerie générée par l'activité
- Objectifs 2018 confortés

(en millions d'euros)	S1 2018	S1 2017 Retraité IFRS 15 ¹	Variation	S1 2017 Publié
Chiffre d'affaires	143,2	137,5	+4,1%	136,7
Chiffre d'affaires ajusté²	142,9	135,9	+5,1%	135,1
EBITDA³	6,3	3,7	+69,4%	2,4
% du chiffre d'affaires	4,4%	2,7%	+170bps	1,8%
Résultat opérationnel courant	(1,4)	(3,5)	+60,1%	(3,7)
Résultat opérationnel	(3,8)	(3,9)	+1,5%	(4,0)
Charges et produits financiers	(0,3)	(1,3)	+75,9%	(1,3)
Impôts	(0,3)	0,4	-182,5%	0,4
Résultat net	(4,4)	(4,7)	+7,2%	(4,8)
Résultat net part du Groupe	(3,5)	(3,9)	+9,0%	(3,9)

¹ A compter du 1^{er} janvier 2018, le Groupe applique la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ». Toutes les variations et tous les commentaires mentionnés dans le présent communiqué sont en comparaison aux chiffres 2017 retraités de l'application de cette norme. Des états de passage détaillés figurent dans le rapport financier semestriel 2018.

² Pour apprécier les performances de ses activités pérennes, le Groupe a décidé de présenter et commenter, outre des données publiées, des données ajustées (rapprochées des données publiées dans le rapport financier semestriel). Les ajustements concernent notamment, dans le pôle Systèmes Intelligents de Sécurité, la contribution d'ECA Sindel et de SSI. Les données chiffrées de ce communiqué de presse ne sont pas exprimées en données ajustées, sauf mention contraire.

³ Résultat opérationnel courant avant dotations nettes aux amortissements et provisions et charges liées à l'attribution gratuite d'actions

Au premier semestre 2018, le chiffre d'affaires de **Groupe Gorgé** s'élève à 143,2 millions d'euros, en hausse de 4,1% par rapport au premier semestre 2017, grâce à la très bonne performance du pôle Impression 3D. Hors contribution des activités du pôle Systèmes Intelligents de Sécurité arrêtées en 2018, le chiffre d'affaires ajusté ressort à 142,9 millions d'euros soit une progression de 5,1% par rapport au premier semestre 2017.

L'**EBITDA** s'est nettement amélioré, reflétant un redressement de l'ensemble des pôles, notamment le pôle Impression 3D. L'EBITDA consolidé ressort à 6,3 millions au premier semestre 2018 contre 3,7 millions d'euros en 2017, soit une hausse de 69,4% (+46,1% en données ajustées).

Le **résultat opérationnel courant** s'établit à -1,4 million d'euros, contre -3,5 millions d'euros au premier semestre 2017.

Les éléments non courants sont de -2,4 millions d'euros sur le semestre, avec en particulier des coûts liés à la restructuration des pôles Systèmes Intelligents de Sécurité et Protection des Installations à Risques pour un montant de 2,1 millions d'euros. Poursuivies au second semestre, ces actions de restructuration visant à améliorer la performance du Groupe devraient toutefois avoir un impact nettement moindre sur les résultats.

Les **charges financières** nettes des produits financiers s'élèvent à 0,3 million d'euros, contre 1,3 million d'euros au premier semestre 2017, notamment du fait de l'encaissement de 0,6 million d'euros d'intérêts moratoires liés au remboursement de créances de crédit d'impôt recherche.

Après -0,3 million d'euros de **charge d'impôt**, contre un produit d'impôts de 0,4 million d'euros au 30 juin 2017, le **résultat net part du Groupe** ressort à -3,5 millions d'euros, contre -3,9 millions d'euros sur la même période de l'exercice précédent.

La **trésorerie générée par l'activité** s'améliore nettement : les opérations ont généré 3,1 millions de trésorerie contre une consommation de 9,4 millions d'euros au premier semestre 2017, notamment grâce à une variation du besoin en fonds de roulement favorable de +2,3 millions d'euros, dans les pôles Systèmes Intelligents de Sûreté et Impression 3D.

Au 30 juin 2018, la **dette nette consolidée** (diminuée de la valeur de l'auto contrôle) s'élève à 7,8 millions d'euros, contre une trésorerie nette de 3,9 millions d'euros au 31 décembre 2017 après le versement de 4,3 millions d'euros de dividendes et une réduction des dettes financières de 4,3 millions d'euros.

Performance par pôle

(En millions d'euros)	Chiffre d'affaires			EBITDA		
	S1 2018	S1 2017 Retraité IFRS 15	Variation	S1 2018	S1 2017 Retraité IFRS 15	Variation
Systèmes Intelligents de Sûreté	50,4	55,2	-8,6%	5,3	4,9	+9,7%
Protection des Installations à Risques	65,7	68,3	-3,8%	0,2	0,2	+8,0%
Impression 3D	27,6	14,6	+88,1%	0,2	(1,0)	+120,0%
<i>Structure & éliminations</i>	<i>(0,5)</i>	<i>(0,6)</i>	<i>ns</i>	<i>0,6</i>	<i>(0,4)</i>	<i>ns</i>
Groupe	143,2	137,5	+4,1%	6,3	3,7	+69,4%

Systèmes Intelligents de Sûreté

Au premier semestre 2018, le chiffre d'affaires du pôle **Systèmes Intelligents de Sûreté** s'établit à 50,4 millions d'euros, en retrait de 8,6% par rapport au premier semestre 2017. Ce recul est la conséquence du niveau insuffisant des prises de commandes constaté avant la fin de 2017. Les bonnes performances de la Simulation depuis le début de l'exercice (+54,2%) et de l'Aérospatial au deuxième trimestre (+3,1%) compensent partiellement le recul de la Robotique (-17,9%). Ajusté de la contribution d'une filiale déconsolidée au premier semestre et d'une arrêtée au troisième trimestre, le chiffre d'affaires du pôle s'établit à 50,1 millions d'euros, en recul de 6,3% par rapport au premier semestre 2017.

Malgré le recul du chiffre d'affaires, la marge d'EBITDA du pôle s'améliore à 10,6% contre 8,8% au premier semestre 2017 (10,9% et 10,3% en données ajustées), reflétant l'impact des mesures visant à améliorer l'efficacité opérationnelle mises en place depuis la fin de l'exercice 2017. L'EBITDA progresse de 9,7% à 5,3 millions d'euros au premier semestre 2018, contre 4,9 millions d'euros en 2017.

Le résultat opérationnel courant du pôle s'élève à 1,6 million d'euros, contre 1,2 million d'euros au premier semestre 2017. Le résultat opérationnel est notamment impacté par des coûts de restructuration d'un montant de 0,7 million d'euros.

Protection des Installations à Risques

Le chiffre d'affaires du pôle Protection des Installations à Risques atteint 65,7 millions d'euros au premier semestre 2018, en repli de 3,8% par rapport au premier semestre 2017. Le pôle poursuit son redressement mais continue d'être pénalisé par les retards de commandes en 2017 dans le Nucléaire. La première commande reçue en 2017 pour l'EPR d'Hinkley Point au Royaume-Uni n'a contribué que marginalement au chiffre d'affaires ce semestre et devrait davantage contribuer au deuxième semestre ([voir le communiqué du 15 mai 2017](#)).

L'activité Oil & Gas affiche les premiers signes de redressement en termes de chiffre d'affaires et surtout de prises de commandes. Durant le deuxième trimestre, Van Dam a remporté auprès de DuPont de Nemours un contrat de plusieurs millions d'euros pour la fourniture d'un module pétrochimique au Luxembourg ([voir le communiqué du 13 juin 2018](#)).

L'EBITDA s'établit à 0,2 million d'euros, stable par rapport au premier semestre 2017, les performances encore insuffisantes dans l'Oil & Gas et le Nucléaire sont cependant en nette amélioration par rapport au second semestre 2017. Cette tendance devrait se confirmer sur le second semestre 2018.

Le résultat opérationnel courant ressort à -1,3 million d'euros, contre -1,1 million d'euros en 2017. Le résultat opérationnel est impacté par des restructuration de l'activité Nucléaire dont la quasi-totalité des coûts ont été constatés ce semestre pour -1,4 million d'euros.

Impression 3D

Au premier semestre 2018, le pôle Impression 3D affiche un chiffre d'affaires de 27,6 millions d'euros, contre 14,6 millions d'euros au premier semestre 2017 soit une progression de 88,1%. Le chiffre d'affaires maintient un rythme de croissance élevé au premier semestre dans les deux activités Products (+59,3%) et Systems (+113,8%), tiré en premier lieu par les acquisitions mais aussi la bonne dynamique de l'activité de fabrication de pièces à la demande. Concernant la vente de machines, certains indicateurs évoluent très favorablement. Ainsi, le nombre de clients ayant plus d'une imprimante 3D Prodways est passé de 10 à 22 au premier semestre.

L'EBITDA du pôle continue de s'améliorer sur la période, il s'élève à + 0,2 million d'euros contre -1,0 million d'euros en 2017. Cette forte amélioration est atteinte alors que plusieurs activités en lancement sont toujours génératrices de pertes.

Le résultat opérationnel courant du pôle se redresse à -2,2 millions d'euros au premier semestre 2018 contre -3,1 millions d'euros au premier semestre 2017. Les éléments non courants, en légère hausse à -0,3 million d'euros contre -0,1 million d'euros au premier semestre 2017, sont

constitués de coûts d'acquisitions pour 0,1 million d'euros et d'amortissements d'incorporels reconnus à la juste valeur lors des acquisitions pour 0,2 million d'euros.

Perspectives

Au 30 juin 2018, le carnet de commandes de **Groupe Gorgé** atteint près de 220 millions d'euros, en hausse de 7% par rapport au 31 décembre 2017.

Le carnet de commandes du pôle **Systèmes Intelligents de Sûreté** s'élève à 99 millions d'euros contre 96 millions d'euros au 31 décembre 2017, soit une hausse de 2,2%. Le Groupe a enregistré plusieurs succès commerciaux durant les six premiers mois de l'année après une année 2017 impactée par des décalages de commandes. Le Groupe devrait enregistrer de nouvelles commandes significatives avant la fin de l'exercice.

Dans la Simulation et l'Aérospatial, le Groupe est positionné sur plusieurs appels d'offres importants supérieurs à 5 millions d'euros. Dans le pôle Robotique, les équipes sont notamment mobilisées sur un appel d'offres particulièrement structurant.

Dans ce contexte, le pôle Systèmes Intelligents de Sûreté confirme son objectif de chiffre d'affaires 2018 en légère progression par rapport à 2017 et d'amélioration de sa rentabilité, l'accent étant mis sur une meilleure efficacité opérationnelle et une réduction des coûts.

Dans le pôle **Protection des Installations à Risques**, le carnet de commandes atteint son plus haut niveau historique. En hausse de 10,7% par rapport au 31 décembre 2017 il s'élève à 115 millions d'euros au 30 juin 2018. Dans le Nucléaire, l'exécution des commandes enregistrées et les nouvelles commandes significatives qui pourraient intervenir cette année devraient contribuer au rebond de l'activité. Les actions mises en œuvre depuis l'exercice 2017 afin de redresser la rentabilité devraient continuer à porter leurs fruits à moyen terme.

A l'occasion de la publication du chiffre d'affaires du premier semestre, le pôle **Impression 3D** avait revu à la hausse son objectif pour l'exercice 2018. Il devrait enregistrer un chiffre d'affaires supérieur à 53 millions d'euros. Ce chiffre ne prend pas en compte la contribution de la société Solidscape qui sera consolidée au cours du second semestre. Le pôle sera donc amené à revoir à nouveau son objectif 2018 à la hausse à l'occasion de la publication le 26 octobre 2018 du chiffre d'affaires du troisième trimestre 2018.

Les deux divisions du pôle devaient continuer d'améliorer leurs performances à moyen terme. A la croissance organique devrait s'ajouter la contribution de nouvelles acquisitions. Plusieurs projets visant à renforcer les activités existantes du pôle ou à accroître son empreinte géographique sont à l'étude.

Dans ce contexte, **Groupe Gorgé** a revu légèrement à la hausse son objectif de chiffre d'affaires 2018 à l'occasion de la publication de son chiffre d'affaires du premier semestre et confirme un chiffre d'affaires 2018 entre 290 et 300 millions d'euros, avec avant tout un objectif de redressement de la rentabilité. Le Groupe précisera son objectif à l'occasion de la publication du chiffre d'affaires du troisième trimestre 2018 le 26 octobre 2018.

NOTE RELATIVE AUX TRANSACTIONS REALISEES AVEC DES PARTIES LIÉES

Les parties liées sont les personnes (administrateurs, dirigeants de GROUPE GORGÉ ou des principales filiales) ou les sociétés détenues ou dirigées par ces personnes. Les transactions suivantes réalisées par le groupe au cours du semestre avec des parties liées ont été identifiées :

<i>en milliers d'euros, dans les comptes du groupe</i>	PELICAN VENTURE	FILIALES de PELICAN VENTURE	PRINCIPAUX DIRIGEANTS	CBG CONSEIL
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires	191	10	-	-
Autres produits	-	-	-	-
Achats et charges externes	(96)	-	-	(35)
Bilan				
Créances clients	230	-	-	-
Dettes fournisseurs	96	-	-	25
Dettes diverses	-	-	-	-
Prêts	-	-	507	-
Dépôts de garantie reçus	8	5	-	-

PELICAN VENTURE est une société holding, actionnaire principal de GROUPE GORGÉ.

COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2018

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉE

Actif

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
ACTIFS NON COURANTS		136 835	125 216	134 089
Écarts d'acquisition	5.1	61 961	45 815	61 272
Immobilisations incorporelles	5.2	34 261	36 406	34 737
Immobilisations corporelles	5.3	27 798	26 888	26 943
Immeubles de placement		298	298	298
Coûts d'obtention de contrats	4.3	1 651	2 856	2 193
Participations dans les entreprises associées	7.3	955	1 481	1 507
Autres actifs financiers		4 505	4 197	3 854
Actifs d'impôt différé	8.2	5 402	7 270	3 282
Autres actifs non courants		4	5	5
ACTIFS COURANTS		245 047	267 608	273 482
Stocks nets	4.2	26 410	25 690	26 800
Créances clients nettes	4.4	56 185	55 802	71 522
Actifs sur contrats	4.4	49 878	58 034	44 488
Autres actifs courants		18 947	19 545	19 210
Actifs d'impôt exigible	8.1	23 762	22 603	24 635
Autres actifs financiers courants		7	39	38
Trésorerie et autres équivalents	7.2	69 860	85 894	86 789
ACTIFS DESTINÉS A LA VENTE		-	-	-
TOTAUX DE L'ACTIF		381 883	392 823	407 571

* Colonnes juin 2017 et décembre 2017 retraitées des éléments détaillés en note 1.2. (IFRS 15)

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉE

Passif et capitaux propres

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)		94 107	97 633	101 652
Capital ⁽¹⁾	9.1	13 503	13 503	13 503
Primes ⁽¹⁾		26 914	26 914	26 914
Réserves et résultat consolidés		53 690	57 216	61 235
INTERETS MINORITAIRES		64 729	58 895	65 344
PASSIFS NON COURANTS		47 082	75 586	50 404
Provisions long terme	10.1	9 565	9 287	9 934
Dettes financières à long terme - à plus d'un an	7.1	33 848	63 009	36 314
Autres passifs financiers		2 514	2 134	2 682
Impôts différés	8.2	340	108	596
Autres passifs non courants		815	1 047	878
PASSIFS COURANTS		175 963	160 710	190 170
Provisions court terme	10.2	7 824	7 661	11 203
Dettes financières à long terme - à moins d'un an	7.1	45 336	32 414	48 308
Instruments financiers et dérivés		-	-	-
Dettes fournisseurs d'exploitation		47 606	49 640	52 853
Passifs sur contrats	4.4	21 316	19 778	22 726
Autres passifs courants		53 681	50 999	54 838
Passifs d'impôt exigible	8.1	200	218	242
PASSIFS DESTINÉS A LA VENTE		-	-	-
TOTAUX DU PASSIF		381 883	392 823	407 571

* Colonnes juin 2017 et décembre 2017 retraitées des éléments détaillés en note 1.2. (IFRS 15)

⁽¹⁾ De l'entreprise mère consolidante.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
CHIFFRE D'AFFAIRES	3.3	143 164	137 525	278 225
Production immobilisée		3 657	4 911	10 526
Production stockée		750	(210)	(829)
Autres produits d'exploitation		3 054	3 706	8 183
Achats consommés		(81 643)	(81 984)	(163 856)
Charges de personnel		(61 691)	(58 752)	(117 387)
Impôts et taxes		(1 791)	(1 723)	(3 407)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	4.1	(7 543)	(6 781)	(16 545)
Autres charges d'exploitation nettes des produits		655	(174)	(388)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		(1 389)	(3 482)	(5 478)
Éléments non courants		(2 424)	(389)	(8 094)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		(3 813)	(3 871)	(13 573)
Intérêts financiers relatifs à la dette brute		(910)	(947)	(1 935)
Produits financiers relatifs à la trésorerie et équivalents		24	(24)	23
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (a)	7.4	(886)	(971)	(1 912)
Autres produits financiers (b)		820	118	766
Autres charges financières (c)		(242)	(419)	(962)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS (d=a+b+c)	7.4	(307)	(1 272)	(2 108)
Impôt sur le résultat	8.1	(307)	372	(4 918)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		42	49	60
RÉSULTAT APRES IMPOTS DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		(4 384)	(4 722)	(20 538)
Résultat net des activités non poursuivies		-	-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		(4 384)	(4 722)	(20 538)
RESULTAT ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA MERE		(3 514)	(3 860)	(16 015)
RESULTAT ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE		(871)	(862)	(4 523)

Nombre moyen d'actions	9.2	13 497 239	13 497 549	13 497 464
Résultat net par action de base et dilué, en euros	9.2	(0,260)	(0,291)	(1,187)

* Colonnes juin 2017 et décembre 2017 retraitées des éléments détaillés en note 1.2. (IFRS 15)

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
RÉSULTAT NET	(4 384)	(4 722)	(20 538)
Écarts de conversion	(63)	75	36)
Impôts sur écarts de conversion	-	-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	147	537	(11)
Impôts sur les écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	(37)	(179)	4
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES	47	433	27
- dont éléments recyclables ultérieurement en résultat	47	433	27
- dont éléments non recyclables ultérieurement en résultat	-	-	-
RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	(4 338)	(4 289)	(20 511)
RESULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA MERE	(3 457)	(3 498)	(15 971)
RESULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE	(881)	(791)	(4 540)

* Colonnes juin 2017 et décembre 2017 retraitées des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	(4 384)	(4 722)	(20 538)
Charges et produits calculés	5 181	5 828	19 409
Plus et moins-values de cessions	(57)	(95)	1 743
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(42)	(49)	(60)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)	697	961	554
Coût de l'endettement financier net	886	885	1 912
Charge d'impôt	307	(372)	4 918
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (après neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)	1 890	1 474	7 384
Impôts versés	(1 081)	(884)	(1 678)
Variation du besoin en fonds de roulement	2 272	(9 988)	(7 432)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (A)	3 081	(9 397)	(1 726)
Opérations d'investissement			
Décaissement / acquisition immobilisations incorporelles	(3 737)	(4 155)	(9 457)
Décaissement / acquisition immobilisations corporelles	(4 226)	(3 653)	(6 219)
Encaissement / cession immobilisations corporelles et incorporelles	149	189	118
Décaissement / acquisition immobilisations financières	(705)	(116)	(266)
Encaissement / cession immobilisations financières	40	269	684
Trésorerie nette / acquisitions et cessions de filiales	(582)	(1 615)	11 475
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	(9 061)	(9 082)	(3 664)
Opérations de financement			
Augmentations de capital ou apports	-	62 683	62 635
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	(4 320)	-	-
Dividendes versés aux minoritaires	(120)	(1 113)	(1 129)
Encaissements provenant d'emprunts	2 565	6 290	14 829
Remboursement d'emprunts	(6 909)	(6 306)	(19 634)
Coût de l'endettement financier net	(530)	(555)	(1 743)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C)	(9 314)	60 998	54 959
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS POURSUIVIES (D= A+B+C)	(15 294)	42 520	49 569
Flux de trésorerie généré par les activités non poursuivies	-	-	-
VARIATION DE TRÉSORERIE	(15 294)	42 520	49 569
<i>Incidence des variations de taux de change</i>	28	(117)	(167)
TRÉSORERIE A L'OUVERTURE	78 983	29 665	29 665
Reclassement de trésorerie ⁽¹⁾	(35)	(136)	(83)
TRÉSORERIE A LA CLOTURE	63 681	71 928	78 983

⁽¹⁾ lié au reclassement des actions propres.

* Colonnes juin 2017 et décembre 2017 retraitées des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Part du groupe ou des propriétaires de la société mère						
	Capital	Réserves liées au capital	Actions d'autocontrôle	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres – part du groupe ou des propriétaires de la société mère	Capitaux propres – part des Minoritaires ou participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
CAPITAUX PROPRES CLOTURE 2016	13 496	26 769	(804)	29 482	68 943	32 803	101 745
Impacts IFRS 3R	-	-	-	(1 416)	(1 416)	(912)	(2 327)
Impacts IFRS 15	-	-	-	(184)	(184)	(117)	(302)
CAPITAUX PROPRES CLOTURE 2016 RETRAITE *	13 496	26 769	(804)	27 882	67 343	31 774	99 116
Opérations sur capital	7	145	-	-	152	-	152
Plan d'attribution gratuite et de souscriptions d'actions	-	-	-	188	188	97	285
Opérations sur actions d'autocontrôle	-	-	(52)	-	(52)	(32)	(84)
Engagement envers les minoritaires	-	-	-	(32)	(32)	-	(32)
Composante obligataire	-	-	-	(6 524)	(6 524)	(3 476)	(10 000)
Dividendes	-	-	-	-	-	(1 128)	(1 128)
Résultat net de l'exercice	-	-	(8)	(3 852)	(3 860)	(862)	(4 721)
Eléments du résultat global	-	-	-	361	361	71	433
RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE *	-	-	(8)	(3 491)	(3 498)	(791)	(4 289)
Variations de périmètre	-	-	-	40 056	40 056	32 452	72 508
CAPITAUX PROPRES CLOTURE JUIN 2017	13 503	26 914	(863)	58 080	97 634	58 895	156 529

* Retraité des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

(en milliers d'euros)	Part du groupe ou des propriétaires de la société mère						
	Capital	Réserves liées au capital	Actions d'autocontrôle	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres – part du groupe ou des propriétaires de la société mère	Capitaux propres – part des Minoritaires ou participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
CAPITAUX PROPRES CLOTURE 2017	13 503	26 914	(813)	62 122	101 726	65 394	167 119
Impacts IFRS 15	-	-	-	(75)	(75)	(46)	(121)
CAPITAUX PROPRES CLOTURE 2017 RETRAITE	13 503	26 914	(813)	62 047	101 651	65 348	166 999
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-
Plan d'attribution gratuite et de souscriptions d'actions	-	-	-	68	68	47	116
Opérations sur actions d'autocontrôle	-	-	(52)	-	(52)	(7)	(59)
Engagement envers les minoritaires	-	-	-	94	94	74	168
Dividendes	-	-	-	(4 320)	(4 320)	(160)	(4 480)
Résultat net de l'exercice	-	-	18	(3 531)	(3 514)	(871)	(4 385)
Eléments du résultat global	-	-	-	57	57	(9)	47
RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	-	-	18	(3 474)	(3 457)	(881)	(4 338)
Variations de périmètre	-	-	1	122	122	309	430
CAPITAUX PROPRES CLOTURE JUIN 2018	13 503	26 914	(845)	54 535	94 107	64 729	158 836

NOTES ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS

Les comptes semestriels consolidés condensés de GROUPE GORGÉ couvrent une période de 6 mois, du 1^{er} janvier au 30 juin 2018. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 13 septembre 2018.

Le Groupe constate des variations saisonnières de ses activités qui peuvent affecter, d'un semestre à l'autre, le niveau du chiffre d'affaires. Ainsi, les résultats intermédiaires ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'année 2018.

Les faits marquants du premier semestre sont développés dans le rapport d'activité.

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Principes comptables

Le Groupe prépare des états financiers consolidés selon une périodicité semestrielle, conformément à la norme IAS 34 « *Information financière intermédiaire* ». Ils n'incluent pas toute l'information requise pour l'établissement des états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils figurent dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 12 avril 2018 sous le numéro D.18-0327.

Les états financiers consolidés condensés du semestre clos le 30 juin 2018 ont été établis selon des méthodes comptables identiques à celles appliquées pour l'établissement des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 à l'exception des nouvelles normes, normes révisées et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le Groupe n'a pas appliqué les normes et interprétations suivantes, qui n'ont pas été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2018 ou dont l'application n'est pas obligatoire dès le 1^{er} janvier 2018 :

• Normes adoptées par l'Union européenne :

- Amendements à IFRS 9 - Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative
- Amendements à IAS 40 – Transfert des immeubles de placement
- IFRIC 22 – Transaction en monnaie étrangère et contrepartie anticipée
- IFRS 16 – Contrats de locations

• Normes non adoptées par l'Union européenne :

- IFRS 17 - Contrats d'assurance
- IFRIC 23 - Incertitude relative aux traitements fiscaux
- Amendements à IAS 28 - Intérêts à long terme dans les entreprises associées et les coentreprises
- Amendements à IAS 28 et IFRS 10 - Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise
- Améliorations annuelles 2015-2017 des IFRS (décembre 2017)
- Amendements à IAS 19 - modification de régime, compression ou liquidation
- Amendements aux Références du cadre conceptuel dans les normes IFRS

Ces interprétations et amendements ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Le processus de détermination par GROUPE GORGÉ des impacts potentiels sur les comptes consolidés du Groupe des normes non encore applicables est en cours, notamment sur l'impact d'IFRS 16 – *Contrats de locations*, qui sera d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Selon cette norme, toutes les locations autres que celles de courte durée et celles portant sur des actifs de faible valeur doivent être comptabilisées au bilan du preneur, sous la forme d'un actif de droit d'utilisation et en contrepartie d'une dette financière.

1.2 Retraitement des informations financières des exercices antérieurs

Finalisation de l'évaluation à la juste valeur de société acquise

Le groupe a finalisé en fin d'année 2017 ses travaux d'évaluation à la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis de la société ELTA. En effet, la norme IFRS 3R prévoit que l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs acquis doit faire l'objet de modifications rétrospectives, comme si les modifications avaient été apportées dès la date d'entrée dans le périmètre. Dans l'ensemble de l'annexe, les informations relatives à 2018 sont comparées aux informations 2017 retraitées.

Mise en œuvre de la norme IFRS 15

Le groupe a mis en œuvre pour la première fois la norme IFRS 15 – *Revenus des contrats avec les clients* en 2018. Le groupe ayant fait le choix de la méthode rétrospective complète, les états financiers du premier semestre 2018 incluent des comptes comparatifs 2017 retraités des effets de l'application de cette nouvelle norme. Le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2017 est également ajusté.

Les principales sources d'écarts entre les règles passées et la norme IFRS 15 sont les suivantes :

Carnet de commandes.

La norme IFRS 15 introduit la notion de carnet de commandes comptable (« chiffre d'affaires restant à comptabiliser »). Le groupe n'incluait pas le carnet de commandes dans son annexe aux comptes, ce qui est désormais le cas. La définition d'IFRS 15 est conforme à celle qu'appliquait le groupe. Le carnet de commandes est néanmoins ajusté du fait des ajustements pratiqués sur le chiffre d'affaires comptabilisé.

Segmentation des contrats en obligations de prestations.

La norme IFRS 15 impose, dans certaines situations, la segmentation des contrats en obligations de prestations, avec des taux de marge différenciés. Cela pourrait notamment être le cas pour des contrats combinant construction et exploitation. Le groupe n'a pas identifié de telles situations dans ses contrats.

Coûts d'obtention de contrats.

Avec IFRS 15, les coûts d'obtention d'un contrat doivent être inscrits à l'actif et amortis s'il s'agit de coûts marginaux, c'est-à-dire de coûts que l'entité n'aurait pas encourus si elle n'avait pas obtenu le contrat et que l'entité s'attend à recouvrer sur la base de la marge attendue du contrat. Le groupe supporte parfois des commissions sur ventes qui étaient auparavant constatés en charges au moment du fait générateur. L'application de cette méthode a pour effet de réduire le taux d'avancement des contrats concernés à leur démarrage, moins de charges étant constatées et les coûts d'obtention étant constatés par voie d'amortissement sur la durée du contrat. Cette méthode, qui a généré les impacts sur le chiffre d'affaires les plus significatifs liés à la mise en œuvre de la norme, n'a toutefois d'impact que sur les contrats concernés par des coûts d'obtention significatifs et dont la durée est la plus longue.

Composantes variables du prix.

IFRS 15 définit le prix total d'un contrat comme étant le montant total de rémunération auquel on s'attend à avoir droit et il peut donc inclure des ajustements à la hausse ou à la baisse (remises, révisions, indexation, pénalités, ...). Le groupe recense déjà les contreparties variables et les inclut dans le prix du contrat dès lors qu'elles sont estimées très probables. Les pénalités sont notamment prises en compte quand elles sont estimées probables et viennent alors diminuer le chiffre d'affaires des contrats correspondants.

Reconnaissance du chiffre d'affaires à l'avancement.

Dans les règles passées, le chiffre d'affaires des contrats de construction (représentant une part très significative du chiffre d'affaires du groupe) était reconnu selon la méthode de l'avancement.

IFRS 15 prévoit des critères pour démontrer le transfert du contrôle progressif des biens et des services au client et reconnaître le chiffre d'affaires à l'avancement. Pour les ventes de biens complexes, il est nécessaire de démontrer que le bien vendu n'a pas d'usage alternatif et que le groupe dispose d'un droit irrévocable à paiement au titre des travaux réalisés à date (correspondant aux coûts encourus à date, plus une marge raisonnable) en cas de résiliation pour une raison autre d'un défaut de performance du groupe. L'analyse du portefeuille de contrats a conduit à confirmer que, pour les contrats significatifs, les critères définis par la norme IFRS 15 étaient satisfaits. De même, le chiffre d'affaires relatif aux contrats de services est, comme précédemment, reconnu selon l'avancement des prestations, le client bénéficiant de ces services au fur et à mesure qu'ils sont rendus.

Méthode de mesure de l'avancement.

Avec IFRS 15 la méthode de calcul de l'avancement à retenir est celle des coûts (une autre méthode était dans le passé l'avancement au fur et à mesure de l'atteint de jalons). Comme le groupe appliquait déjà la mesure de l'avancement par les coûts (le taux d'avancement est égal au rapport entre les coûts constatés à date et les coûts totaux estimés à fin d'affaire), la règle désormais fixée par IFRS 15 n'a pas d'impact.

Actifs et passifs sur contrats.

Des nouveaux agrégats ont été créés à l'actif et au passif de l'état de la situation financière consolidée. A l'actif, les « coûts d'obtention de contrats » capitalisés sont classés dans les actifs non courants, mais sont néanmoins pris en compte dans la détermination du besoin en fonds de roulement.

Les « actifs sur contrats » et « passifs sur contrats » sont déterminés contrat par contrat. Les « actifs sur contrats » correspondent à la part du chiffre d'affaires non encore facturé à date, nette des avances reçues des clients. Le chiffre d'affaires non encore facturé est la différence entre le chiffre d'affaires calculé à l'avancement à date et les factures émises. A l'opposé, quand la facturation émise est supérieure au chiffre d'affaires reconnu à date, le montant net est comptabilisé en produits différés et agrégé avec les avances reçues des clients dans l'agrégat « passifs sur contrats ». Comme le chiffre d'affaires reconnu à l'avancement n'était pas constaté à l'actif net des avances reçues, des reclassements ont pour

effet sur les périodes comparatives de modifier le total de l'état de la situation financière d'un montant bien plus significatif que l'impact de la norme IFRS 15 sur le résultat.

Retraitement des comptes au 30 juin 2017

Les retraitements apportés aux comptes au 30 juin 2017 concernent la mise en œuvre de la norme IFRS 15 ainsi que l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs acquis fin 2016 de la société ELTA. Concernant ELTA les modifications portent sur la mise à la juste valeur des actifs incorporels de R&D pour 2 186 milliers d'euros, des compléments de provisions pour pénalités de retard et pour pertes à terminaison pour 80 milliers d'euros et la correction des produits différés relatifs au crédit d'impôt recherche pour -169 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	30/06/2017 publié	Impact IFRS 15 sur les comptes au 1/1/2017	Impact IFRS 15 sur la période	Impact IFRS 3R ELTA	30/06/2017 retraité
ACTIFS NON COURANTS	123 696	2 979	(29)	(1 431)	125 216
Ecart d'acquisition	45 815	-	-	-	45 815
Autres immobilisations incorporelles	38 592	-	-	(2 186)	36 406
Immobilisations corporelles	26 888	-	-	-	26 888
Immeubles de placement	298	-	-	-	298
Coûts d'obtention et d'exécution des contrats	-	2 828	28	-	2 856
Participations dans les entreprises associées	1 481	-	-	-	1 481
Autres actifs financiers	4 197	-	-	-	4 197
Actifs d'impôt différé	6 420	151	(57)	755	7 270
Autres actifs non courants	5	-	-	-	5
ACTIFS COURANTS	321 279	(43 774)	(9 898)	-	267 608
Stocks nets	29 487	(3 801)	5	-	25 690
Créances clients nettes	163 710	(88 849)	(19 059)	-	55 802
Actifs sur contrat	-	48 877	9 157	-	58 034
Autres actifs courants	19 545	-	-	-	19 545
Actifs d'impôt exigible	22 603	-	-	-	22 603
Autres actifs financiers courants	39	-	-	-	39
Trésorerie et autres équivalents	85 894	-	-	-	85 894
ACTIFS DESTINES A LA VENTE	-	-	-	-	-
TOTAUX DE L'ACTIF	444 975	(40 794)	(9 927)	(1 431)	392 824

(en milliers d'euros)	30/06/2017 publié	Impact IFRS 15 sur les comptes au 1/1/2017	Impact IFRS 15 sur la période	Impact IFRS 3R ELTA	30/06/2017 retraité
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	98 568	(185)	70	(821)	97 633
INTERETS MINORITAIRES	59 490	(117)	44	(522)	58 895
PASSIFS NON COURANTS	75 586	-	-	-	75 586
PASSIFS COURANTS	211 332	(40 493)	(10 043)	(88)	160 710
Provisions court terme	7 779	(201)	3	80	7 661
Dettes financières à long terme – part à moins d'un an	32 414	-	-	-	32 414
Dettes fournisseurs d'exploitation	49 640	-	-	-	49 640
Passifs sur contrats	-	25 771	(5 992)	-	19 778
Autres passifs courants	121 281	(66 063)	(4 051)	(169)	50 999
Passifs d'impôt exigible	218	-	-	-	218
PASSIFS DESTINES A LA VENTE	-	-	-	-	-
TOTAUX DU PASSIF	444 975	(40 794)	(9 927)	(1 431)	392 824

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017 publié	Impact IFRS 15	30/06/2017 retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	136 749	775	137 525
Production immobilisée	4 911	-	4 911
Production stockée	(219)	8	(210)
Autres produits de l'activité	3 706	-	3 706
Achats consommés	(82 769)	785	(81 984)
Charges de personnel	(58 752)	-	(58 752)
Impôts et taxes	(1 723)	-	(1 723)
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	(5 681)	(1 100)	(6 781)
Autres produits et charges d'exploitation	124	(298)	(174)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	(3 653)	171	(3 482)
Eléments non courants du résultat opérationnel	(389)	-	(389)
RESULTAT OPERATIONNEL	(4 042)	171	(3 871)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	(1 272)	-	(1 272)
Impôt sur le résultat	429	(57)	372
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	49	-	49
RESULTAT APRES IMPOT DES ACTIVITES POURSUIVIES	(4 836)	114	(4 722)
Résultat net des activités non poursuivies	-	-	-
RESULTAT NET	(4 836)	114	(4 722)
Résultat net part des minoritaires	(906)	44	(862)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	(3 930)	70	(3 860)

Retraitement des comptes au 31 décembre 2017

Tous les retraitements des comptes au 31 décembre 2017 concernent la mise en œuvre de la norme IFRS 15.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017 publié	Impact IFRS 15 sur les comptes au 1/1/2017	Impact IFRS 15 sur la période	31/12/2017 retraité
ACTIFS NON COURANTS	131 849	2 979	(739)	134 089
Ecart d'acquisition	61 272	-	-	61 272
Autres immobilisations incorporelles	34 737	-	-	34 737
Immobilisations corporelles	26 943	-	-	26 943
Immeubles de placement	298	-	-	298
Coûts d'obtention et d'exécution des contrats	-	2 828	(635)	2 193
Participations dans les entreprises associées	1 507	-	-	1 507
Autres actifs financiers	3 854	-	-	3 854
Actifs d'impôt différé	3 235	151	(104)	3 282
Autres actifs non courants	5	-	-	5
ACTIFS COURANTS	322 331	(43 774)	(5 075)	273 482
Stocks nets	29 800	(3 801)	802	26 800
Créances clients nettes	161 860	(88 849)	(1 488)	71 522
Actifs sur contrats	-	48 877	(4 389)	44 488
Autres actifs courants	19 210	-	-	19 210
Actifs d'impôt exigible	24 635	-	-	24 635
Autres actifs financiers courants	38	-	-	38
Trésorerie et autres équivalents	86 789	-	-	86 789
ACTIFS DESTINES A LA VENTE	-	-	-	-
TOTAUX DE L'ACTIF	454 180	(40 794)	(5 814)	407 571

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017 publié	Impact IFRS 15 sur les comptes au 1/1/2017	Impact IFRS 15 sur la période	31/12/2017 retraité
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	101 726	(185)	111	101 652
INTERETS MINORITAIRES	65 391	(117)	70	65 344
PASSIFS NON COURANTS	50 404	-	-	50 404
PASSIFS COURANTS	236 658	(40 493)	(5 995)	190 170
Provisions court terme	11 300	(201)	104	11 203
Dettes financières à long terme – part à moins d'un an	48 308	-	-	48 308
Dettes fournisseurs d'exploitation	52 853	-	-	52 853
Passifs sur contrats	-	25 771	(3 045)	22 726
Autres passifs courants	123 955	(66 063)	(3 054)	54 838
Passifs d'impôt exigible	242	-	-	242
PASSIFS DESTINES A LA VENTE	-	-	-	-
TOTAUX DU PASSIF	454 180	(40 794)	(5 814)	407 571

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017 publié	Impact IFRS 15	31/12/2017 retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	276 685	1 540	278 225
Production immobilisée	10 526	-	10 526
Production stockée	(835)	6	(829)
Autres produits de l'activité	8 183	-	8 183
Achats consommés	(165 383)	1 527	(163 856)
Charges de personnel	(117 387)	-	(117 387)
Impôts et taxes	(3 407)	-	(3 407)
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	(14 073)	(2 472)	(16 545)
Autres produits et charges d'exploitation	(72)	(316)	(388)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	(5 763)	285	(5 478)
Eléments non courants du résultat opérationnel	(8 094)	-	(8 094)
RESULTAT OPERATIONNEL	(13 857)	285	(13 573)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	(2 108)	-	(2 108)
Impôt sur le résultat	(4 814)	(104)	(4 918)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	60	-	60
RESULTAT APRES IMPOT DES ACTIVITES POURSUIVIES	(20 718)	181	(20 538)
Résultat net des activités non poursuivies	-	-	-
RESULTAT NET	(20 718)	181	(20 538)
Résultat net part des minoritaires	(4 593)	70	(4 523)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	(16 125)	111	(16 015)

1.3 Méthodes et règles d'évaluation

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur. Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les instruments de couverture sont évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les montants de charges et de produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs,
- l'évaluation des provisions pour risques et charges,
- l'évaluation des résultats à terminaison des affaires en cours,

- l'évaluation des engagements de retraite.

Les sociétés intégrées exerçant leur activité dans des secteurs différents, les règles de valorisation et de dépréciation de certains postes sont spécifiques au contexte de chaque entreprise.

Les méthodes et règles d'évaluation appliquées pour les comptes consolidés semestriels sont similaires à celles décrites dans l'annexe aux comptes consolidés 2017 (Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 12 avril 2018), à l'exception de ce qui est décrit en note 1.2 concernant la mise en œuvre de la norme IFRS 15.

NOTE 2 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1 Évolutions du périmètre de consolidation en 2018

Les variations du périmètre de consolidation du semestre sont les suivantes :

- déconsolidation de la société ECA SINDEL en date du 1^{er} janvier 2018, en raison de la perte de contrôle intervenue au premier semestre 2018 ;
- prise de contrôle de la société VARIA 3D, qui n'était préalablement détenue qu'à hauteur de 45% et consolidée par mise en équivalence ; la société est consolidée par intégration globale à partir du deuxième trimestre 2018 ;
- cession de titres de BE MAURIC à des managers de la société, sans changement de méthode de consolidation.
- Liquidation de la société BAUMERT CHINE, filiale de BAUMERT HONG KONG;
- Liquidation de la société ECA MIDDLE EAST, filiale ECA SA.

La perte de contrôle d'ECA SINDEL est intervenue en avril 2018 avec l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire. La société n'a pas été consolidée entre le 1^{er} janvier et avril 2018, car des comptes pour la période intercalaire n'ont pas pu être établis. La consolidation de la société sur cette période aurait eu un impact légèrement positif sur le chiffre d'affaires du groupe et négatif, de l'ordre de 0,2 à 0,5 million d'euros, sur le résultat opérationnel courant et sur l'EBITDA. Cette consolidation n'aurait eu aucun impact sur le résultat opérationnel du groupe parce que la perte de la période aurait augmenté d'autant le boni de déconsolidation.

2.2 Contributions des regroupements d'entreprises

Le groupe a pris le contrôle de la société VARIA 3D, qui n'était préalablement détenue qu'à hauteur de 45% et consolidée par mise en équivalence ; la société est consolidée par intégration globale à partir du deuxième trimestre 2018. Par conséquent, un écart d'acquisition a été constaté dans les comptes ; les actifs et les passifs sont en cours d'évaluation à la juste valeur (voir tableau ci-dessous).

Les évaluations à la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis au deuxième semestre 2017 des sociétés AVENAO et INTERSON PROTAC ne sont pas encore finalisées ; elles feront l'objet d'ajustements éventuels sur le prochain semestre (12 mois suivant la date d'acquisition).

VARIA 3D

Les actifs et passifs acquis de la société VARIA 3D se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Réévaluation à la juste valeur	Entrée de périmètre
Actifs corporels	783	-	783
Stocks	70	-	70
Créances clients et autres créances	106	-	106
Trésorerie	46	-	46
Dettes financières	(619)	-	(619)
Fournisseurs et autres dettes	(35)	-	(35)
TOTAUX	351	-	351

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels, l'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. La Direction générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.

Des indicateurs financiers clés à caractère non strictement comptable sont utilisés par les dirigeants du groupe :

- l'EBITDA (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization) qui correspond au résultat opérationnel courant avant amortissements, pertes de valeurs, charges liées à l'attribution gratuite d'actions et provisions et autres produits et éléments non courants ;
- le résultat opérationnel courant ;
- le chiffre d'affaires ajusté, l'EBITDA ajusté et le résultat opérationnel ajusté.

L'EBITDA, le résultat opérationnel courant, le chiffre d'affaires ajusté, l'EBITDA ajusté et le résultat opérationnel ajusté, par rapport aux filiales en cours d'arrêt en 2018, ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises.

Ces indicateurs non strictement comptables sont définis et rapprochés du résultat opérationnel en note 3.2.1. Les indicateurs ajustés sont définis et rapprochés des indicateurs consolidés en note 3.2.2.

3.1 Indicateurs clés par pôle

La norme IFRS 15 introduit la notion de carnet de commandes comptable (« chiffre d'affaires restant à comptabiliser »). Le groupe n'inclut pas le carnet de commandes dans son annexe aux comptes, ce qui est désormais le cas. La définition d'IFRS 15 est conforme à celle qu'appliquait le groupe. Le carnet de commandes a néanmoins été ajusté du fait des ajustements pratiqués sur le chiffre d'affaires comptabilisé (voir note 1.2 relative à l'application de la norme IFRS 15).

1^{ER} SEMESTRE 2018

(en milliers d'euros)	Protection des Installations à Risques	Systèmes Intelligents de Sûreté	Impression 3D	Structure	Éliminations	Consolidé
Carnet de commandes début de période	103 668	96 505	4 838	-	(337)	204 674
Carnet de commandes fin de période	114 785	98 664	5 963	-	(329)	219 084
Chiffre d'affaires	65 684	50 415	27 552	1 783	(2 270)	143 164
Chiffre d'affaires ajusté ⁽²⁾	65 684	50 129	27 552	1 783	(2 270)	142 878
EBITDA ⁽¹⁾	203	5 340	195	554	-	6 291
% du chiffre d'affaires	0,3%	10,6%	0,7%	31,1%	-	4,4%
EBITDA ajusté ⁽²⁾	203	5 450	195	554	-	6 401
% du chiffre d'affaires ajusté	0,3%	10,9%	0,7%	31,1%	-	4,5%
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	(1 329)	1 626	(2 180)	495	-	(1 389)
% du chiffre d'affaires	(2,0%)	3,2%	(7,9%)	27,8%	-	(1,0%)
Résultat opérationnel	(2 755)	892	(2 445)	495	-	(3 813)
% du chiffre d'affaires	(4,2%)	1,8%	(8,9%)	27,8%	-	(2,7%)
Résultat opérationnel ajusté ⁽²⁾	(1 329)	1 743	(2 180)	495	-	(1 272)
% du chiffre d'affaires ajusté	(2,0%)	3,5%	(7,9%)	27,8%	-	(0,9%)
Frais de recherche et développement activés sur l'exercice	473	1 893	890	-	-	3 257
Autres investissements corporels et incorporels	978	905	3 655	35	-	5 573

⁽¹⁾ indicateur non strictement comptable défini en note 3.2.1.

⁽²⁾ indicateur non strictement comptable défini en note 3.2.2.

1^{ER} SEMESTRE 2017

(en milliers d'euros)	Protection des Installations à Risques	Systèmes Intelligents de Sûreté	Impression 3D	Structure	Éliminations	Consolidé
Carnet de commandes début de période	74 500	121 422	2 980	-	(160)	198 742
Carnet de commandes fin de période	103 094	102 516	2 899	-	(141)	208 368
Chiffre d'affaires	68 303	55 161	14 645	1 833	(2 418)	137 525
Chiffre d'affaires ajusté ⁽²⁾	68 303	53 523	14 645	1 833	(2 418)	135 887
EBITDA ⁽¹⁾	188	4 868	(975)	(367)	-	3 714
% du chiffre d'affaires	0,3%	8,8%	(6,7%)	(20,0%)	-	2,7%
EBITDA ajusté ⁽²⁾	188	5 535	(975)	(367)	-	4 382
% du chiffre d'affaires ajusté	0,3%	10,3%	(6,7%)	(20,0%)	-	3,2%
Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾	(1 113)	1 193	(3 140)	(422)	-	(3 482)
% du chiffre d'affaires	(1,6%)	2,2%	(21,4%)	(23,0%)	-	(2,5%)
Résultat opérationnel	(1 009)	847	(3 287)	(422)	-	(3 871)
% du chiffre d'affaires	(1,5%)	1,5%	(22,4%)	(23,0%)	-	(2,8%)
Résultat opérationnel ajusté ⁽²⁾	905	2 132	(3 139)	(422)	-	(2 542)
% du chiffre d'affaires ajusté	1,3%	4,0%	(21,4%)	(23,0%)	-	(1,9%)
Frais de recherche et développement activés sur l'exercice	710	2 442	690	-	-	3 842
Autres investissements corporels et incorporels	892	1 682	1 374	36	-	3 983

⁽¹⁾ indicateur non strictement comptable défini en note 3.2.1.

⁽²⁾ indicateur non strictement comptable défini en note 3.2.2.

3.2 Réconciliation des indicateurs sectoriels avec les données consolidées

3.2.1 Réconciliation des indicateurs non strictement comptables avec le résultat opérationnel

Pour améliorer la comparabilité des exercices et améliorer le suivi des performances opérationnelles, le Groupe a décidé d'isoler les éléments non courants du résultat opérationnel et de faire apparaître un « Résultat opérationnel courant ». Il utilise également un indicateur d'EBITDA. Les tableaux ci-dessous réconcilient l'EBITDA avec le résultat opérationnel.

1^{ER} SEMESTRE 2018

(en milliers d'euros)	Protection des Installations à Risques	Systèmes Intelligents de Sûreté	Impression 3D	Structure	CONSOLIDE
EBITDA	203	5 340	195	554	6 291
Paiements en actions	(10)	-	(128)	-	(137)
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions	(1 522)	(3 714)	(2 247)	(59)	(7 543)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT (A)	(1 329)	1 626	(2 180)	495	(1 389)
Coûts de restructurations	(1 426)	(669)	-	-	(2 095)
Amortissement des incorporels reconnus à la juste valeur lors des acquisitions	-	(195)	(161)	-	(356)
Coûts d'acquisition	-	-	(104)	-	(104)
Impact de la liquidation de ECA SINDEL ⁽¹⁾	-	(51)	-	-	(51)
Impact de la cession du fonds de commerce de SSI ⁽²⁾	-	181	-	-	181
ELEMENTS NON COURANTS TOTAUX (B)	(1 426)	(733)	(265)	-	(2 424)
RESULTAT OPERATIONNEL (C)=(A)+(B)	(2 755)	892	(2 445)	495	(3 813)

⁽¹⁾ Le Groupe a constitué au 31 décembre 2017 une provision de 1,5 million d'euros liée aux conséquences d'un litige majeur avec un client engageant la continuité d'exploitation d'ECA Sindel. Les actifs liés à ce client étaient également provisionnés dans les comptes de la filiale. Au 30 juin 2018, la société est en liquidation judiciaire, elle a été déconsolidée, l'impact net négatif sur la période est de 51 milliers d'euros.

⁽²⁾ Le Groupe avait constitué en 2017 une provision pour risques et charges de 1,1 million d'euros au titre de la cession ou la fermeture de SSI. La provision visait à couvrir des passifs nés de l'arrêt d'activité et la dépréciation prévisible des actifs (stocks). En 2018 la provision pour risques et charges a été reprise et réallouée aux actifs et passifs correspondants, selon leur valeur recouvrable ou exigible et résultant de l'accord de cession conclu le 31 août 2018. L'impact net positif sur la période est de 181 milliers d'euros.

1^{ER} SEMESTRE 2017

(en milliers d'euros)	Protection des Installations à Risques	Systèmes Intelligents de Sûreté	Impression 3D	Structure	CONSOLIDE
EBITDA	188	4 868	(975)	(367)	3 714
Paiements en actions	(10)	-	(406)	-	(415)
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions	(1 291)	(3 675)	(1 759)	(55)	(6 781)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT (A)	(1 113)	1 193	(3 140)	(422)	(3 482)
Coûts de restructurations	(44)	-	14	-	(29)
Ecart d'acquisition négatif	148	-	-	-	148
Amortissement des incorporels reconnus à la juste valeur lors des acquisitions	-	(345)	(161)	-	(506)
ELEMENTS NON COURANTS TOTAUX (B)	104	(345)	(148)	-	(389)
RESULTAT OPERATIONNEL (C)=(A)+(B)	(1 009)	847	(3 287)	(422)	(3 871)

3.2.2 Calcul des indicateurs non strictement comptables ajustés

Le Groupe utilise des informations financières ajustées à caractère non strictement comptable, dans un but informatif, de gestion et de planification. Ces informations complémentaires ne peuvent se substituer à toute mesure des performances opérationnelles et financières à caractère strictement comptable. Les données présentées par le Groupe sont toujours des données consolidées non ajustées, sauf à ce qu'il soit expressément précisé le contraire. Les indicateurs ajustés ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises.

Les ajustements pratiqués concernent les éléments non courants du résultat opérationnel et l'impact de la décision du Groupe annoncée fin 2017 que deux filiales étrangères devenues non stratégiques allaient être cédées ou fermées.

Les comptes de résultat ajustés du premier semestre 2017 et du premier semestre 2018 sont rapprochés ci-dessous des comptes consolidés du Groupe.

1^{ER} SEMESTRE 2018

(en milliers d'euros)	1 ^{er} semestre 2018	Contributions des filiales en cours d'arrêt en 2018 ⁽¹⁾	Autres ajustements ⁽²⁾	COMPTE DE RESULTAT AJUSTE
	a	b	c	a-b-c
CHIFFRE D'AFFAIRES	143 164	286	-	142 878
Production immobilisée	3 657	-	-	3 657
Production stockée	750	7	-	743
Autres produits de l'activité	3 054	-	-	3 054
Achats consommés et charges externes	(81 786)	(264)	-	(81 522)
Charges de personnel	(61 691)	(152)	-	(61 539)
Impôts et taxes	(1 791)	(2)	-	(1 788)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	(7 543)	(7)	-	(7 536)
Autres produits et charges d'exploitation	798	15	-	782
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	(1 389)	(117)	-	(1 272)
Éléments non courants du résultat opérationnel	(2 424)	(955)	(1 469)	-
RESULTAT OPERATIONNEL	(3 813)	(1 072)	(1 469)	(1 272)

⁽¹⁾ La contribution de la société SSI dont le Groupe a cédé le fonds de commerce en août 2018 est déduite des comptes consolidés. Pour rappel, ECA SINDEL a été déconsolidée en date du 1^{er} janvier 2018.

⁽²⁾ Les autres ajustements concernent : une reprise de provision de 1,1 million d'euros constaté chez la mère de SSI, qui se compense avec les provisions de 0,9 million d'euros constatée en juin dans contribution de la filiale (colonne b, ligne « éléments non courants du résultat opérationnel ») ; l'impact négatif de ECA Sindel sur la période pour -0,05 million d'euros ; 0,36 million d'euros d'amortissements d'incorporels reconnus à la juste valeur dans le cadre des acquisitions ; 0,10 million d'euros de coûts d'acquisitions ; 2,10 millions d'euros de coûts de restructuration.

Par pôle, les ajustements se rapprochent ainsi des indicateurs comptables :

(en milliers d'euros)		Protection des Installations à Risques	Systèmes Intelligents de Sûreté	Impression 3D	Structure et éliminations	CONSOLIDE
CHIFFRE D'AFFAIRES	a	65 684	50 415	27 552	(487)	143 164
Contributions des filiales en cours d'arrêt en 2018	b	-	286	-	-	286
CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTE	a-b	65 684	50 129	27 552	(487)	142 878
EBITDA	a	203	5 340	195	554	6 291
Contributions au résultat opérationnel courant des filiales en cours d'arrêt en 2018	b	-	(117)	-	-	(117)
Contributions aux dotations nettes aux amort.et prov. des filiales en cours d'arrêt en 2018	c	-	(7)	-	-	(7)
EBITDA AJUSTE	a-b+c	203	5 450	195	554	6 401
RESULTAT OPERATIONNEL	a	(2 755)	892	(2 445)	495	(3 813)
Contributions des filiales en cours d'arrêt en 2018	b	-	13	-	-	13
Autres ajustements	c	(1 426)	(863)	(265)	-	(2 554)
RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE	a-b-c	(1 329)	1 743	(2 180)	495	(1 272)

1^{ER} SEMESTRE 2017

(en milliers d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	Contributions des filiales en cours d'arrêt en 2018 ⁽¹⁾	Autres ajustements ⁽²⁾	COMPTE DE RESULTAT AJUSTE
	a	b	c	a-b-c
CHIFFRE D'AFFAIRES	137 525	1 638	-	135 886
Production immobilisée	4 911	-	-	4 911
Production stockée	(210)	(1)	-	(209)
Autres produits de l'activité	3 706	-	-	3 706
Achats consommés et charges externes	(81 984)	(719)	-	(81 265)
Charges de personnel	(58 752)	(1 026)	-	(57 726)
Impôts et taxes	(1 723)	(14)	-	(1 709)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	(6 781)	(272)	-	(6 508)
Autres produits et charges d'exploitation	(174)	(547)	-	373
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	(3 482)	(940)	-	(2 542)
Éléments non courants du résultat opérationnel	(389)	(68)	(321)	-
RESULTAT OPERATIONNEL	(3 871)	(1 007)	(321)	(2 542)

⁽¹⁾ La contribution des deux entités SSI et ECA Sindel dont le Groupe préparait la cession ou la fermeture est déduite des comptes consolidés ajustés.

⁽²⁾ Les autres ajustements concernent 0,5 million d'euros d'amortissements d'incorporels reconnus à la juste valeur dans le cadre des acquisitions et un produit de 0,15 million d'euros au titre d'un écart d'acquisition négatif.

Par pôle, les ajustements se rapprochent ainsi des indicateurs comptables :

(en milliers d'euros)		Protection des Installations à Risques	Systèmes Intelligents de Sûreté	Impression 3D	Structure	CONSOLIDE
CHIFFRE D'AFFAIRES	a	68 303	55 161	14 645	(585)	137 525
Contributions des filiales en cours d'arrêt en 2018	b	-	1 638	-	-	1 638
CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTE	a-b	68 303	53 523	14 645	(585)	135 886
EBITDA	a	188	4 868	(975)	(367)	3 714
Contributions au résultat opérationnel courant des filiales en cours d'arrêt en 2018	b	-	(940)	-	-	(940)
Contributions aux dotations nettes aux amort.et prov. des filiales en cours d'arrêt en 2018	c	-	(272)	-	-	(272)
EBITDA AJUSTE	a-b+c	188	5 535	(975)	(367)	4 382
RESULTAT OPERATIONNEL	a	(1 009)	847	(3 287)	(422)	(3 871)
Contributions des filiales en cours d'arrêt en 2018	b	-	(1 007)	-	-	(1 007)
Autres ajustements	c	104	(278)	(148)	-	(321)
RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE	a-b-c	905	2 132	(3 139)	(422)	(2 542)

3.3 Chiffre d'affaires par zone géographique

1^{ER} SEMESTRE 2018

(en milliers d'euros)	France	%	Europe	%	Autres	%	Total CA	%
Protection des Installations à Risques	51 158	52,3%	10 304	48,0%	4 222	17,7%	65 684	45,9%
Systèmes Intelligents de Sûreté	27 950	28,6%	5 437	25,3%	17 028	71,6%	50 415	35,2%
Impression 3D	19 546	20,0%	5 459	25,4%	2 547	10,7%	27 552	19,2%
Structure et éliminations	(757)	(0,8)%	270	1,3%	-	-	(487)	(0,3)%
TOTAUX	97 897	100,0%	21 470	100,0%	23 796	100,0%	143 164	100,0%
%	68,4%		15,0%		16,6%		100,0%	

1^{ER} SEMESTRE 2017

(en milliers d'euros)	France	%	Europe	%	Autres	%	Total CA	%
Protection des Installations à Risques	52 073	56,4%	10 355	49,8%	5 876	24,0%	68 303	49,7%
Systèmes Intelligents de Sûreté	32 624	35,3%	6 109	29,4%	16 428	67,2%	55 161	40,1%
Impression 3D	8 061	8,7%	4 455	21,4%	2 129	8,7%	14 645	10,6%
Structure et éliminations	(467)	(0,5)%	(118)	(0,6)%	0	0,0%	(585)	(0,4)%
TOTAUX	92 291	100,0%	20 801	100,0%	24 432	100,0%	137 524	100,0%
%	67,1%		15,1%		17,8%		100,0%	

NOTE 4 DONNÉES OPÉRATIONNELLES

4.1 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
immobilisations incorporelles	(3 342)	(3 293)	(6 363)
immobilisations corporelles	(2 456)	(2 165)	(4 899)
immobilisations en crédit-bail	(428)	(444)	(903)
Coûts d'obtention et d'exécution de contrats	(1 026)	(1 097)	(2 369)
SOUS-TOTAUX	(7 251)	(6 999)	(14 534)
DOTATIONS AUX PROVISIONS NETTES DES REPRISES			
stocks et encours	60	248	316
actif circulant	(371)	(343)	(1 280)
risques et charges	19	314	(1 047)
SOUS-TOTAUX	(291)	219	(2 011)
TOTAUX DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(7 543)	(6 781)	(16 545)

* Colonnes juin et décembre 2017 retraitées des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

4.2 Stocks et travaux en cours

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
Matières premières	15 994	16 142	16 556
Encours de production	2 687	1 347	1 888
Produits intermédiaires et finis	4 664	5 342	5 050
Marchandises	3 065	2 859	3 306
STOCKS ET ENCOURS, VALEURS NETTES	26 410	25 690	26 800

* Colonnes juin et décembre 2017 retraitée des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

Les travaux en cours attachés à des contrats avec des clients sont désormais classés en « actifs de contrat » ou « passifs de contrats » (voir note 1.2, application de la norme IFRS 15).

4.3 Coûts d'obtention et d'exécution de contrats

En application d'IFRS 15, les coûts d'obtention de contrats sont inscrits à l'actif et amortis. Il s'agit très essentiellement de commissions sur ventes qui étaient auparavant constatés en charges au moment du fait générateur (voir note 1.2 relative à l'application de la norme IFRS 15).

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
Coûts d'obtention de contrats	8 115	7 022	7 631
Amortissements	(6 464)	(4 166)	(5 438)
COÛTS D'OBTENTION DE CONTRATS, VALEURS NETTES	1 651	2 856	2 193

4.4 Clients, actifs et passifs de contrats

Les créances clients sont des créances facturées donnant droit certain à un paiement.

Les « actifs sur contrats » et « passifs sur contrats » sont déterminés contrat par contrat. Les « actifs sur contrats » correspondent aux contrats en cours dont la valeur des actifs créés excède les avances reçues. Les passifs sur contrats correspondent à l'ensemble des contrats dans une situation où les actifs (travaux en cours, créances à l'avancement) sont inférieurs aux passifs (avances reçues des clients et produits différés enregistrés quand la facturation émise est supérieure au chiffre d'affaires reconnu à date). Ces nouvelles rubriques découlent de l'application de la norme IFRS 15 (voir note 1.2).

Le carnet de commandes (chiffre d'affaires restant à comptabiliser) est indiqué par pôle en note 3.1.

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Créances clients	60 784	58 516	75 619
Pertes de valeurs	(4 599)	(2 714)	(4 097)
CLIENTS, VALEURS NETTES	56 185	55 802	71 522

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
Travaux en cours	2 884	3 510	2 774
Créances à l'avancement	88 410	95 408	89 103
Acomptes reçus	(41 408)	(40 877)	(47 389)
Produits constatés d'avance	(8)	(8)	-
ACTIFS DE CONTRATS	49 878	58 034	44 488

* Colonnes juin et décembre 2017 retraitée des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
Travaux en cours	(62)	(289)	(225)
Créances à l'avancement	(2 642)	(11 503)	(1 035)
Acomptes reçus	6 632	14 386	5 656
PCA sur affaires	15 900	14 993	16 271
Dettes	1 489	2 191	2 059
PASSIFS DE CONTRATS	21 316	19 778	22 726

* Colonnes juin et décembre 2017 retraitée des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

NOTE 5 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

5.1 Ecart d'acquisition

(en milliers d'euros)	
AU 1^{ER} JANVIER 2018	61 272
Acquisitions	-
Variations de périmètre	689
Sorties	-
Autres mouvements	-
Effet des variations de change	-
AU 30 JUIN 2018	61 961
Dont dépréciations au 30 juin 2018	(498)

5.2 Immobilisations incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Projets de développements	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations en cours	TOTAUX
<i>VALEURS BRUTES</i>				
AU 1 ^{ER} JANVIER 2018	69 914	17 929	474	88 316
Acquisitions	3 257	241	220	3 718
Variations de périmètre	(3 643)	(160)	-	(3 803)
Sorties	-	28	(8)	20
Autres mouvements	(59)	84	(84)	(59)
Effet des variations de change	10	4	-	14
AU 30 JUIN 2018 (A)	69 479	18 125	602	88 206
<i>AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEURS</i>				
AU 1 ^{ER} JANVIER 2018	40 233	13 347	-	53 580
Dotations aux amortissements	3 056	639	-	3 695
Variations de périmètre	(3 254)	(85)	-	(3 340)
Pertes de valeur	12	3	-	15
Sorties	-	(8)	-	(8)
Autres mouvements	37	(47)	-	(11)
Effets des variations de change	10	4	-	14
AU 30 JUIN 2018 (B)	40 093	13 852	-	53 945
<i>VALEURS NETTES</i>				
AU 1 ^{ER} JANVIER 2018	29 681	4 582	474	34 737
AU 30 JUIN 2018 (A)-(B)	29 386	4 273	602	34 261

Il n'a pas été identifié d'indices de pertes de valeur significatives au cours du 1^{er} semestre 2018.

5.3 Immobilisations corporelles et immeubles de placement

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains et constructions	Agencements et matériel	Terrains et constructions en location-financement	Matériel en location-financement	Immobilisations en cours	Avances et acomptes	Immeubles de placement	TOTAUX
VALEURS BRUTES								
AU 1 ^{ER} JANVIER 2018	15 498	42 913	6 929	4 441	1 310	-	298	71 388
Acquisitions	124	3 999	-	668	313	8	-	5 112
Variations de périmètre	-	(2 665)	(2 500)	-	-	-	-	(5 165)
Sorties	-	(703)	-	-	(3)	-	-	(706)
Autres mouvements	-	21	-	-	(104)	-	-	(82)
Effet des variations de change	1	33	-	-	-	-	-	34
AU 30 JUIN 2018	15 623	43 597	4 429	5 109	1 516	8	298	70 579
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEURS								
AU 1 ^{ER} JANVIER 2018	6 655	31 281	3 702	2 509	-	-	-	44 147
Dotations aux amortissements	395	1 984	56	372	-	-	-	2 807
Variations de périmètre	-	(3 458)	(788)	-	-	-	-	(4 246)
Pertes de valeur	-	65	-	-	-	-	-	65
Sorties	-	(308)	-	-	-	-	-	(308)
Autres mouvements	-	9	-	-	-	-	-	9
Effets des variations de change	1	8	-	-	-	-	-	9
AU 30 JUIN 2018	7 051	29 581	2 970	2 881	-	-	-	42 483
VALEURS NETTES								
AU 1 ^{ER} JANVIER 2018	8 843	11 632	3 227	1 931	1 310	-	298	27 240
AU 30 JUIN 2018	8 572	14 016	1 459	2 227	1 516	8	298	28 096

NOTE 6 DÉTAIL DES FLUX DE TRÉSORERIE

6.1 Variation du besoin en fonds de roulement

(en milliers d'euros)	Note	Ouverture ⁽¹⁾	Mouvts de périmètre	Variation exercice	Autres movvts ⁽²⁾	Écarts de conversion	CLOTURE
Stocks nets		26 800	(562)	175	-	(4)	26 410
Clients nets		71 522	(521)	(14 825)	-	9	56 185
Actifs sur contrats		44 488	(1 262)	6 651	-	1	49 878
Avances et acomptes		2 576	(0)	(1 082)	-	-	1 493
Charges constatées d'avance		1 704	(53)	1 215	-	-	2 866
SOUS-TOTAUX	A	147 089	(2 397)	(7 866)	-	6	136 832
Dettes fournisseurs		51 874	(78)	(4 429)	(81)	1	47 288
Passifs sur contrats		22 726	(299)	(1 111)	-	-	21 316
Avances et acomptes		28	-	11	-	-	39
Produits constatés d'avance		-	-	(13)	30	-	16
SOUS-TOTAUX	B	74 628	(377)	(5 542)	(51)	2	68 660
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION	C = A - B	72 462	(2 021)	(2 324)	51	4	68 172
Coûts d'obtention et d'exécution des contrats		2 193	-	(542)	-	-	1 651
Créances fiscales et sociales		36 002	(261)	(871)	-	-	34 870
Comptes courants débiteurs		8	-	47	-	-	55
Débiteurs divers		3 599	(1)	(163)	(1)	1	3 435
SOUS-TOTAUX	D	41 802	(262)	(1 530)	(1)	1	40 011
Dettes fiscales et sociales		42 300	(422)	(1 137)	-	1	40 743
Intérêts courus		6	-	-	-	-	6
Dettes diverses et instruments dérivés ⁽¹⁾		9 059	43	(749)	391	80	8 825
Comptes courants créditeurs		1	20	180	-	-	201
Produits constatés d'avance CIR et subventions		7 245	-	125	(30)	-	7 340
SOUS-TOTAUX	E	58 612	(360)	(1 581)	361	82	57 114
AUTRES ELEMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	F = D - E	(16 810)	98	52	(362)	(80)	(17 103)
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	G = C + F	55 652	(1 923)	(2 272)	(311)	(76)	51 069

⁽¹⁾ À l'ouverture, des corrections ont été apportées, voir note 1.2 relative à l'application d'IFRS 15.

⁽²⁾ La colonne « Autres mouvements » concerne des flux qui n'ont pas touché le résultat des activités poursuivies ni généré de mouvement de trésorerie.

6.2 Souscription et remboursement d'emprunts long terme

INITIAL a souscrit trois nouveaux emprunts au cours du semestre pour financer ses investissements :

- en avril 2018, deux emprunts bancaires, de 300 et 700 milliers d'euros souscrits auprès du Crédit Agricole aux taux fixes respectif de 0,15% et 0,55% (amortissables sur 5 ans) ;
- en juin 2018, un emprunt bancaire de 1 350 milliers d'euros souscrit auprès de la BNP au taux fixe de 0,57% (amortissable sur 5 ans, montant débloqué de 1 320 milliers d'euros à fin juin).

NOTE 7 FINANCEMENTS ET INSTRUMENTS FINANCIERS

7.1 Endettement financier brut

Variation des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	Dettes liées aux contrats de location-financement	Emprunts obligataires	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres dettes financières diverses	DETTES FINANCIERES hors concours bancaires	Concours bancaires courants	TOTAUX
AU 1^{ER} JANVIER 2018	4 069	15 701	55 271	1 776	76 817	7 806	84 623
Nouveaux contrats de location-financement	668	-	-	-	668	-	668
Emission/souscription de nouveaux emprunts	-	-	2 370	195	2 565	6 184	8 749
Remboursements	(705)	(200)	(5 897)	(107)	(6 909)	(7 806)	(14 715)
Autres variations	-	330	(11)	37	356	-	356
Entrées/sorties de périmètre	(1 137)	-	-	628	(509)	(4)	(513)
Effet des variations de change	-	-	-	17	17	-	17
AU 30 JUIN 2018	2 896	15 831	51 733	2 545	73 005	6 179	79 184

Échéancier des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	30/06/2018	Ventilation des échéances à plus d'un an						
		< 1 an	> 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	>5 ans
Dettes liées aux contrats de location-financement	2 896	1 471	1 421	743	447	143	89	-
Emprunts obligataires	15 831	14 720	1 111	400	400	211	100	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	51 733	21 907	29 826	6 650	16 491	4 924	1 364	398
Autres dettes financières diverses	2 545	1 058	1 493	131	130	66	184	982
ENDETTEMENT FINANCIER HORS CONCOURS BANCAIRES COURANTS	73 005	39 157	33 850	7 924	17 468	5 343	1 736	1 380
Concours bancaires courants	6 179	6 179	-	-	-	-	-	-
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	79 184	45 336	33 850	7 924	17 468	5 343	1 736	1 380

Les emprunts à moins d'un an incluent 15 millions de tirages renouvelables effectués par ECA SA dans le cadre de deux lignes RCF de 10 millions d'euros chacune. Ces lignes sont à échéance finale en juillet 2020 et juillet 2021.

Le groupe dispose de 25 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non tirées.

7.2 Trésorerie et équivalents de trésorerie ajustée

(en milliers d'euros)	30/06/2018	31/12/2017
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme	25 426	27 051
Disponibilités	44 434	59 738
TRÉSORERIE BRUTE (A)	69 860	86 789
Concours bancaires courants (B)	6 179	7 806
TRÉSORERIE (C) = (A) – (B)	63 681	78 983
Endettement financier (D)	73 005	76 817
TRÉSORERIE (DETTE) NETTE (C) - (A)	(9 324)	2 166
Auto contrôle ECA	1 257	1 500
Auto contrôle PRODWAYS GROUP	152	165
Auto contrôle GROUPE GORGÉ	101	74
TRÉSORERIE (DETTE) NETTE AJUSTÉE	(7 814)	3 905

7.3 Participations dans les entreprises associées

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Ouverture	Résultat	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres	30/06/2018
1 ROBOTICS	3	-	-	-	-	3
DENTOSMILE	901	29	-	-	22	952
VARIA 3D	603	13	5	(627)	6	-
TOTAL DES TITRES MIS EN EQUIVALENCE	1 507	42	5	(627)	29	955

La société VARIA 3D était consolidée par mise en équivalence jusqu'au 31 mars 2018. Elle est depuis consolidée en intégration globale, le groupe ayant pris le contrôle.

7.4 Charges et produits financiers

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Intérêts et charges assimilées	(910)	(947)	(1 935)
Produits des autres valeurs mobilières	8	3	(27)
Résultat net sur cessions de valeurs mobilières de placement	16	(27)	51
Coût de l'endettement financier net	(886)	(971)	(1 912)
Autres intérêts et produits assimilés	462	35	247
Différence nette de change	122	(321)	(393)
Dotations financières nettes des reprises	(6)	(15)	(51)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	(307)	(1 272)	(2 108)

NOTE 8 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

8.1 Détail des impôts sur les résultats

Trois intégrations fiscales sont réalisées au sein du GROUPE GORGÉ : au niveau de GROUPE GORGÉ SA, d'ECA SA et de PRODWAYS GROUP SA (depuis le 1^{er} janvier 2018 pour cette dernière), avec pour chacune des trois sociétés l'ensemble des sociétés françaises pour lesquelles les conditions réglementaires sont réunies.

Ventilation de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
Impôts différés	773	1 256	(3 240)
Impôts exigibles	(1 080)	(884)	(1 677)
CHARGE D'IMPOT	(307)	372	(4 918)

* Colonne juin 2017 et décembre 2017 retraitée des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

La charge d'impôt n'inclut pas le Crédit Impôt Recherche (CIR) ni le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE), classés en « Autres produits de l'activité ». Elle inclut en revanche la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

Dettes et créances d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2018	31/12/2017
Créance d'impôt	23 762	24 635
Impôt exigible	(200)	(242)
CREANCE / (DETTE) D'IMPOT NETTE	23 562	24 393

Les créances d'impôt sont constituées principalement de créances de Crédit d'Impôt Recherche et de Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi qui n'ont pas pu être imputées sur de l'impôt à payer.

8.2 Impôts différés

Ventilation des impôts différés par nature

(en milliers d'euros)	30/06/2018	31/12/2017*
DIFFERENCES TEMPORELLES		
Retraites et prestations assimilées	2 089	2 071
Frais de développement	(4 371)	(5 622)
Subventions	35	67
Location financement	(185)	(273)
Instruments financiers dérivés	(48)	(67)
Juste valeur – IFRS 3	(164)	(198)
IFRS 15	42	47
Autres	500	535
SOUS-TOTAUX	(2 103)	(3 441)
Décalages temporaires	45	(934)
Déficits reportables	7 163	7 112
CVAE	(44)	(51)
TOTAUX	5 061	2 686
IMPOTS DIFFERES PASSIF	(340)	(596)
IMPOTS DIFFERES ACTIF	5 401	3 282

* Colonne décembre 2017 retraitée des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

NOTE 9 CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

9.1 Capitaux propres

Au 30 juin 2018, le capital social de GROUPE GORGÉ SA s'élève à 13 502 843 €, constitué de 13 502 843 actions de 1 euro de nominal chacune, totalement libérées.

Actionnariat

	30-juin-2018				31-déc-17			
	Actions	% de capital	Droits de vote exerçables en AG ⁽²⁾	% droits de vote exerçables en AG	Actions	% de capital	Droits de vote exerçables en AG ⁽²⁾	% droits de vote exerçables en AG
Famille GORGÉ ⁽¹⁾	7 583 125	56,16 %	14 862 967	71,20 %	7 583 125	56,16 %	14 834 107	71,11 %
Auto détention	7 060	0,05 %	-	-	4 748	0,04 %	-	-
Public	5 912 658	43,79 %	6 013 175	28,85 %	5 914 970	43,81 %	6 026 386	28,89 %
Totaux	13 502 843	100 %	20 876 142	100 %	13 502 843	100 %	20 860 493	100 %

⁽¹⁾ « Famille GORGÉ » désigne les titres détenus en direct par Jean-Pierre GORGÉ, fondateur du Groupe, soit 115 219 titres, ceux détenus en direct par Raphaël GORGÉ (230 334 titres) ainsi que les titres détenus par PÉLICAN VENTURE SAS, société holding contrôlée par trois membres de la famille GORGÉ.

⁽²⁾ Les droits de vote exerçables en AG excluent les titres détenus en auto détention. Le nombre de droits de vote théoriques peut être obtenu en additionnant le nombre de droits de vote exerçables en AG et le nombre de titres détenus en auto détention.

9.2 Résultat par action

	30/06/2018	30/06/2017*	31/12/2017*
Nombre moyen pondéré d'actions	13 497 239	13 497 549	13 497 464
Dividende par action versé au titre de l'exercice précédent	0,32	-	-
RÉSULTAT PAR ACTION (en euros)	(0,274)	(0,286)	(1,187)
RÉSULTAT PAR ACTION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES (en euros)	(0,274)	(0,286)	(1,187)
Actions potentielles dilutives ⁽¹⁾	-	544 000	-
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	13 497 239	14 041 549	13 497 464
RÉSULTAT PAR ACTION DILUÉ (en euros)	(0,260)	(0,275)	(1,187)
RÉSULTAT PAR ACTION DILUÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES (en euros)	(0,260)	(0,275)	(1,187)

⁽¹⁾ Il n'existe plus d'actions potentielles dilutives à la date d'arrêt des comptes.

* Colonnes juin et décembre 2017 retraitée des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15).

NOTE 10 PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

10.1 Provisions long terme

Les provisions à long terme concernent uniquement les indemnités de départ en retraite pour 9 287 milliers d'euros. Pour ce semestre, les hypothèses retenues sont les mêmes qu'au 31 décembre 2017 hormis le taux d'actualisation qui est passé de 1,30% à 1,45%. Suite à cette diminution de taux, l'impact constaté sur les capitaux propres de la période a été de – 148 milliers d'euros (SORIE).

10.2 Autres provisions pour risques et charges

Provisions à court terme (en milliers d'euros)	Litiges	Garanties données aux clients	Pertes à terminaison	Amendes et pénalités	Autres	TOTAUX
AU 1 ^{ER} JANVIER 2018 ⁽¹⁾	670	922	3 532	39	6 040	11 203
Dotations (+)	80	80	543	6	1 681	2 390
Utilisations (-)	-	-	(93)	-	(3 037)	(3 130)
Reprises (-)	(85)	(40)	(802)	(98)	(220)	(1 244)
IMPACT SUR LE RÉSULTAT DE PÉRIODE	(4)	40	(352)	(92)	(1 575)	(1 984)
Variations de périmètre	-	(158)	(1 486)	-	-	(1 644)
Autres mouvements	-	-	-	-	244	244
Effet des variations de change	1	-	-	-	4	5
AU 30 JUIN 2018	666	805	1 694	(53)	4 712	7 824

⁽¹⁾ Retraité des éléments détaillés en note 1.2 (IFRS 15)

NOTE 11 AUTRES NOTES

11.1 Effectifs

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Systèmes Intelligents de Sûreté	656	718	714
Protection des Installations à Risques	930	928	935
Impression 3D	397	246	375
Structure	7	7	7
EFFECTIF TOTAL	1 990	1 899	2 031
EFFECTIF MOYEN	1 981	1 882	1 921

11.2 Engagements

Les engagements du groupe tels qu'ils figurent dans l'annexe aux comptes consolidés 2017 n'ont pas évolué de façon significative.

11.3 Faits exceptionnels et litiges

Le contentieux né chez ECA Sindel en 2017 a conduit à ouvrir en 2018 une procédure de liquidation judiciaire de la société. Les conséquences sur les comptes semestriels de la non continuité de l'exploitation de la société sont indiquées en note 3.2.1.

Concernant le sinistre Depalor, l'annexe aux comptes 2017 indiquait qu'une expertise judiciaire était en cours. L'expert judiciaire, qui devait notamment déterminer les causes du sinistre ainsi que les causes des éventuels dysfonctionnements des systèmes de sécurité incendie et en déterminer l'incidence dans le sinistre, conclut notamment ceci dans son rapport de mars 2018 : l'origine du sinistre proviendrait de la rupture d'une canalisation sous pression d'huile hydraulique d'une presse à panneaux de particules de bois ; l'huile se serait vaporisée au contact des éléments

portés à haute température de la presse et se serait alors spontanément enflammée. Les dommages pour Depalor ont été estimés à 34 millions d'euros (valeur de reconstruction à neuf de l'usine).

Le rapport retient que plusieurs dispositifs d'extinction semblent avoir été plus ou moins défectueux et n'auraient donc pas permis de lutter efficacement contre le foyer primaire. Un poste sprinkler ne se serait pas déclenché du fait de la présence d'un clapet anti-retour sur le système incendie. Il n'a pas été possible d'attribuer la responsabilité de l'insertion du clapet anti-retour à quiconque. Il semble que le réseau était ainsi hors service depuis plusieurs années. Aucun des prestataires (Apave, Axima ou CLF) étant intervenus sur le système de sécurité incendie n'avaient relevé cette anomalie lors de leurs interventions. Les préposés de Depalor chargés des vérifications hebdomadaires et des remises en service après incident devaient eux vraisemblablement connaître cette anomalie. Le rapport relève en outre que Depalor semble avoir été négligente dans le suivi de l'entretien du réseau et du dépoussiérage de ses charpentes.

L'expert retient que, en tout état de cause, « il n'est pas certain que les systèmes d'extinction, même en état de fonctionner, auraient permis de maîtriser convenablement une mise à feu propre à l'inflammation d'un brouillard d'huile issu d'une rupture de canalisation sous haute pression et à fort débit entretenu car le système sprinkler avait dû être conçu pour, essentiellement, neutraliser l'implication de la "galette" en cours de fabrication ».

Courant août, les assureurs de Depalor ont assigné Depalor, tous les intervenants ayant travaillé sur le système de sécurité incendie de Depalor et leurs assureurs respectifs, devant le Tribunal de commerce de Nanterre. Sans tenir compte des conclusions de l'expertise judiciaire, ils demandent au Tribunal de constater que les manquements des sociétés Axima, CLF et Apave sont directement à l'origine des préjudices subis par Depalor et demandent la condamnation solidaire de ces sociétés à la somme de 34 millions d'euros.

CLF considère que ces demandes vont à l'encontre des conclusions de l'expertise puisque le non fonctionnement du réseau de sprinkler n'est pas la cause de l'incendie mais seulement un facteur d'aggravation du risque d'incendie parmi d'autres (négligence de Depalor, problème d'empoussièrement des charpentes). L'expertise n'a pu en outre déterminer qui était à l'origine de la pose du clapet anti-retour ayant empêché le fonctionnement du réseau de sprinkler mais il est probable que Depalor en connaissait l'existence.

Sauf si les assureurs parviennent à une transaction entre eux, ce litige devrait durer plusieurs années. CLF est couverte par sa police d'assurance à hauteur de 3 millions d'euros pour ce sinistre.

Aucune autre évolution significative des litiges n'est à mentionner par rapport aux informations données dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2017.

11.4 Événements postérieurs

PRODWAYS GROUP a annoncé le 17 juillet 2018 l'acquisition de la société américaine Solidscape Inc, filiale de Stratasys ; cette société est spécialisée dans les machines d'impression 3D et développe depuis plus de 25 ans une technologie de référence pour les applications de fonderie de précision, destinée notamment au marché de la bijouterie.

La filiale SSI a cédé son fonds de commerce le 31 août 2018 à Century Geophysical LLC. ECA FAROS a signé un accord de distribution de ses produits sur le marché américain avec l'acquéreur du fonds.

Il n'y a pas d'autre événement significatif intervenu entre le 30 juin 2018 et la date du Conseil d'administration qui a procédé à l'arrêté des comptes consolidés condensés.

NOTE 12 LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES

Sociétés	Société mère au 30 juin 2018	% de contrôle		% d'intérêt		Méthode	
		JUIN 2018	2017	JUIN 2018	2017	JUIN 2018	2017
GROUPE GORGÉ SA	Société consolidante	Top	Top	Top	Top	IG	IG
Structure							
SCI DES CARRIÈRES	GROUPE GORGÉ SA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
GORGÉ EUROPE INVESTMENT (Pays-Bas)	VIGIANS (ex BALISCO)	100,00	100,00	95,00	95,00	IG	IG
GORGÉ NETHERLANDS (Pays-Bas)	GORGÉ EUROPE INVESTMENT	91,58	91,58	87,00	87,00	IG	IG
Systèmes Intelligents de Sûreté							
BUREAU MAURIC	ECA SA	60,06	71,47	36,71	43,69	IG	IG
ECA ⁽²⁾	GROUPE GORGÉ SA	75,67	75,65	61,12	61,12	IG	IG
ECA CNAI	ECA AEROSPACE	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ECA AEROSPACE	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ECA DEV 1 ⁽¹⁾	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ECA DRONE	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ECA DYNAMICS	ECA SA	51,00	51,00	31,17	31,17	IG	IG
ECA ELTA	ECA AEROSPACE	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ECA EN	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ECA FAROS	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ECA MIDDLE EAST (EAU) ⁽¹⁾	ECA SA	-	100,00	-	61,12	-	IG
ECA ROBOTICS	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ECA RSM	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ECA SINDEL (Italie)	ECA SA	-	99,38	-	60,74	-	IG
ECA SINDEL BRASIL (Brésil)	ECA SINDEL	-	99,80	-	60,62	-	IG
ECA SINTERS	ECA AEROSPACE	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
EN MOTEURS	ECA EN	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ESFE (Singapour)	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
SSI (États-Unis)	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
TRITON IMAGING (États-Unis)	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
1ROBOTICS (États-Unis)	ECA SA	29,89	29,89	49,51	49,51	MEQ	MEQ
Protection des Installations à Risques							
AI GROUP	VIGIANS (ex BALISCO)	100,00	100,00	95,00	95,00	IG	IG
AMOPSI	VIGIANS (ex BALISCO)	80,00	80,00	76,00	76,00	IG	IG
VIGIANS (ex BALISCO)	GROUPE GORGÉ SA	95,00	95,00	95,00	95,00	IG	IG
BAUMERT	NUCLÉACTION	100,00	100,00	99,49	99,49	IG	IG
BAUMERT CHINE	BAUMERT HONG KONG	-	100,00	-	99,49	-	IG
BAUMERT HONG KONG	BAUMERT	100,00	100,00	99,49	99,49	IG	IG
CIMLEC INDUSTRIAL (Roumanie)	CIMLEC Industrie	100,00	100,00	95,00	95,00	IG	IG
CIMLEC INDUSTRIE	BALISCO / CLF	100,00	100,00	95,00	95,00	IG	IG
CLF-SATREM	VIGIANS (ex BALISCO)	100,00	100,00	95,00	95,00	IG	IG
SECURITÉVITRÉFEU (ex FINU 10) ⁽³⁾	VIGIANS (ex BALISCO)	100,00	100,00	95,00	100,00	IG	IG
COMMERCY ROBOTIQUE	CIMLEC Industrie	100,00	100,00	95,00	95,00	IG	IG
FRIESLAND INSTALLATIE EN SOLAR BV	GORGÉ HOEKSTRA	100,00	100,00	87,00	87,00	IG	IG
GORGÉ-HOEKSTRA HOLDING BV	GORGÉ NETHERLANDS	100,00	100,00	87,00	87,00	IG	IG
HOEKSTRA-SUWALD TECHNIEK BV	GORGÉ HOEKSTRA	100,00	100,00	87,00	87,00	IG	IG

HOEKSTRA-SUWALD INSTALLATIE EN SOLAR BV	GORGÉ HOEKSTRA	100,00	100,00	87,00	87,00	IG	IG
NTS France	CIMLEC Industrie	100,00	100,00	95,00	95,00	IG	IG
NUCLÉACTION	GROUPE GORGÉ SA	99,49	99,49	99,49	99,49	IG	IG
PORTAFEU NUCLEAIRE	NUCLÉACTION	100,00	100,00	99,49	99,49	IG	IG
SAS STONI	GROUPE GORGÉ SA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
SCI MEYSSE	PORTAFEU NUCLEAIRE	100,00	100,00	99,49	99,49	IG	IG
SCI DES PORTES	GROUPE GORGÉ SA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
SERES TECHNOLOGIES	GROUPE GORGÉ SA	70,00	70,00	70,00	70,00	IG	IG
TENWHIL	CIMLEC Industrie	100,00	100,00	95,00	95,00	IG	IG
THE WIND FACTORY UK LTD	GORGÉ HOEKSTRA	100,00	100,00	87,00	87,00	IG	IG
VAN DAM	GORGÉ NETHERLANDS	100,00	100,00	87,00	87,00	IG	IG
VAN DAM ASIA	VAN DAM	100,00	100,00	87,00	87,00	IG	IG
VAN DAM MAINTENANCE AND REPAIR	GORGÉ NETHERLANDS	100,00	100,00	87,00	87,00	IG	IG
VAN DAM USA	VAN DAM	100,00	100,00	87,00	87,00	IG	IG
Impression 3D							
3D SERVICAD	AS3D	100,00	100,00	56,61	56,61	IG	IG
AS3D	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,61	56,61	IG	IG
AvenAo Industries	AS3D	100,00	100,00	56,61	56,61	IG	IG
CRISTAL	PRODWAYS GROUP	95,00	95,00	53,78	53,78	IG	IG
DELTAMED	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,61	56,61	IG	IG
DENTOSMILE	PRODWAYS ENTREPRENEURS	20,00	20,00	11,32	11,32	MEQ	MEQ
EXCELTEC	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,61	56,61	IG	IG
INITIAL	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,61	56,61	IG	IG
INTERSON PROTAC	IP GESTION	100,00	100,00	42,46	42,46	IG	IG
IP GESTION	PRODWAYS GROUP	75,00	75,00	42,46	42,46	IG	IG
PRODWAYS AMERICAS	PRODWAYS	100,00	100,00	56,61	56,61	IG	IG
PRODWAYS GROUP	GROUPE GORGÉ SA	56,61	56,61	56,61	56,61	IG	IG
PRODWAYS DISTRIBUTION ⁽¹⁾	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,61	56,61	IG	IG
PRODWAYS	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,61	56,61	IG	IG
PRODWAYS CONSEIL	PRODWAYS GROUP	90,00	90,00	50,95	50,95	IG	IG
PRODWAYS ENTREPRENEURS	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,61	56,61	IG	IG
PODO 3D	PRODWAYS GROUP	82,07	82,07	46,46	46,46	IG	IG
PRODWAYS MATERIALS	DELTAMED	100,00	100,00	56,61	56,61	IG	IG
PRODWAYS RAPID ADDITIVE FORGING (ex PRODWAYS 1)	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,61	56,61	IG	IG
PRODWAYS 2 ⁽¹⁾	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,61	56,61	IG	IG
VARIA 3D ⁽⁴⁾	PRODWAYS GROUP	70,50	45,00	39,63	25,48	IG	MEQ

⁽¹⁾ Sociétés sans activité ;

⁽²⁾ Les pourcentages de contrôle concernant la société ECA tiennent compte des droits de votes doubles ;

⁽³⁾ SVF (ex FINU 10), société sans activité jusqu'à fin juin 2018, accueille désormais l'activité Vitre et Feu cédée par Baumert ;

⁽⁴⁾ Changement de méthode de consolidation de VARIA 3D au 1^{er} avril 2018.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018)

PricewaterhouseCoopers Audit

63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Corevise

26 rue Cambacérés
75008 Paris

Aux Actionnaires,

GROUPE GORGE

19 Rue du Quatre Septembre
75002 PARIS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société GROUPE GORGE, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.2 « Retraitement des informations financières des exercices antérieurs – mise en œuvre de la norme IFRS 15 » de l'annexe aux comptes consolidés qui expose les modifications apportées aux comptes consolidés au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2017 au titre d'une correction rétrospective des comptes.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 18 septembre 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

David Clairotte

Corevise

Stéphane Marie

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-avant présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Raphaël GORGÉ, Président Directeur Général.